

Art. 3. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 septembre 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Art. 3. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 september 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 95 - 2604 (94 - 3309)

21 DECEMBRE 1994

Loi portant des dispositions sociales et diverses. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 23 décembre 1994, dans le texte néerlandais de la loi, p. 31922, à l'article 86, il y a lieu de lire « worden gekozen op een door die organisaties » au lieu de « worden gekozen op een door de die organisaties ».

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 95 - 2604 (94 - 3309)

21 DECEMBER 1994

Wet houdende sociale en diverse bepalingen. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 23 december 1994, in de Nederlandse tekst van de wet, blz. 31922, in artikel 86, dient te worden gelezen « worden gekozen op een door die organisaties » in plaats van « worden gekozen op een door de die organisaties ».

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 95 - 2605

**16 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif à la désignation à durée déterminée à certains emplois
de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1er, alinéa 1er, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, notamment l'article 23, alinéa 2;

Vu le protocole du comité de négociation de la RTBF du 24 mars 1995;

Vu l'accord de la Ministre-Présidente ayant la Fonction publique dans ses attributions, donné le 12 janvier 1995;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 juin 1994;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mars 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995.

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « RTBF » : la Radio-Télévision belge de la Communauté française;

2° « Conseil » : le Conseil d'administration de la RTBF;

3° « agent » : tout membre du personnel de la RTBF nommé à titre définitif.

Art. 2. § 1er. Les emplois de direction énumérés ci-après, ne sont attribués que pour un terme de six ans, à l'exclusion de toute désignation à titre définitif :

Directeur de la Télévision;

Directeur de la Radio;

Directeur de l'Information;

Directeur des Sports;

Directeur régional;

Chef d'un Centre de Production;

Chef de la Rédaction de la Télévision;

Chef de la Rédaction de la Radio;

Rédacteur en chef.

§ 2. Sur décision motivée du Conseil, d'autres emplois de direction peuvent être attribués pour un même terme si, compte tenu des objectifs assignés à la fonction et sa localisation dans les structures de la RTBF, le Conseil entend conserver la liberté de n'y pourvoir qu'à durée déterminée.

Cette faculté ne peut s'appliquer qu'à l'égard d'emplois classés à un rang 14 au moins.

Art. 3. Sans préjudice des conditions générales ou particulières d'admissibilité fixées par le statut, les agents peuvent bénéficier d'une désignation pour une durée déterminée s'ils sont titulaires :

1° d'une ancienneté de nomination de deux ans au moins dans un emploi de rang 11 ou 12 si l'emploi à conférer pour une durée déterminée est de rang 13 ou 14;

2° d'une ancienneté de nomination ou de désignation de trois ans au moins dans un emploi de rang 13 ou 14 si l'emploi à conférer pour une durée déterminée est de rang 15 ou 16.

Art. 4. Toute décision de désignation est prise par le Conseil, parmi les agents, après déclaration de vacance et appel aux candidats, selon la procédure statutaire applicable aux nominations au choix de l'autorité compétente.

Toutefois, sur décision motivée du Conseil, il peut être procédé à un appel à des candidatures extérieures pour les emplois de Directeur de la Radio et de Directeur de la Télévision.

Dans chaque cas, la désignation doit être précédée d'une épreuve de sélection sur projet des candidats, dont les modalités sont arrêtées par le Conseil.

Art. 5. L'agent est, durant la durée de la désignation et pour l'application de toute disposition statutaire, considéré comme nommé au grade pour lequel il a été désigné.

Il assume toutes les charges et attributions de ce grade et en reçoit le traitement et les avantages.

Art. 6. L'agent bénéficie d'une prime durant la durée de la désignation.

Celle-ci est égale à dix pour-cent du traitement et des indemnités annuels correspondant à l'emploi auquel il est désigné, durant les trois premières années de la désignation, et à quinze pour-cent durant les trois années suivantes. Elle est de vingt pour-cent du montant de ceux-ci lorsque l'agent est désigné pour un second terme de six ans dans la même fonction ou dans une fonction de même rang.

La prime est payable mensuellement par douzième.

Art. 7. La désignation prend fin de plein droit au terme qui lui est fixé. L'agent en est entièrement déchargé s'il n'est pas désigné, conformément à l'article 4, pour un nouveau terme de six ans.

Toutefois, l'Administrateur général peut, en fonction des exigences du service, prolonger de trois mois, au plus, une désignation dont le terme est échu.

Art. 8. Sur proposition de l'Administrateur général, le Conseil peut, à tout moment, mettre fin avant terme à la désignation, pour des motifs impérieux commandés par l'intérêt du service.

Lorsque ces motifs sont, en tout ou en partie, liés à la manière dont l'agent exerce l'emploi, l'intéressé, après avoir été informé des griefs retenus, est entendu au préalable par l'Administrateur général et peut, s'il le souhaite, transmettre ses observations, par écrit, au Président du Conseil, dans un délai de dix jours ouvrables à dater de son audition par l'Administrateur général.

L'agent peut se faire assister par toute personne de son choix.

Le Conseil, auquel sont transmises, le cas échéant, les observations de l'agent visées à l'alinéa 2, prend sa décision dans un délai d'un mois, à dater de la transmission de la proposition de l'Administrateur général.

Art. 9. L'agent dont la désignation a pris fin est réaffecté à un emploi du grade auquel il a été nommé.

Toutefois, tout agent qui aurait exercé jusqu'au terme de la désignation un emploi de rang 14, au moins, sans être titulaire à titre définitif du grade de Conseiller-Chef de service ou d'un grade équivalent, sera, au terme de la désignation, nommé à ce grade par le Conseil d'administration de la RTBF, sans qu'un emploi correspondant soit vacant au cadre.

Art. 10. L'agent, déchargé avant terme ou à l'expiration d'une désignation, et qui ne bénéficie pas d'une nouvelle désignation, retrouve la rémunération correspondant au grade dont il est titulaire à titre définitif.

Art. 11. La personne extérieure au personnel de la RTBF, désignée en application de l'article 4, alinéa 2, est, pour la durée de la désignation, nommée au grade de Directeur de la Radio ou de Directeur de la Télévision et soumise aux règles statutaires applicables aux agents de la RTBF.

Elle assume toutes les charges et attributions de ce grade et en reçoit le traitement et les avantages.

En outre, les articles 6, 7 et 8 lui sont applicables.

Dans le cas où la désignation prend fin et n'est pas renouvelée, la relation de travail entre la personne désignée et la RTBF prend fin.

Art. 12. Sont prises en compte, pour le calcul des anciennetés requises en application de l'article 3, les périodes durant lesquelles un agent a exercé, sans interruption et jusqu'à l'entrée en vigueur du présent arrêté, un intérim de fonctions supérieures.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 14. Le membre du Gouvernement qui a l'Audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Éducation et de l'Audiovisuel,
Ph. MAHOUX

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 95 - 2605

16 MEI 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de aanstelling voor bepaalde betrekkingen bij de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » (RTBF) voor een bepaalde duur

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, lid 1, vervangen door de wet van 22 juli 1993;

Gelet op het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française », inzonderheid op artikel 23, lid 2;

Gelet op het protocol van het onderhandelingscomité van de « RTBF » van 24 maart 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter tot wier bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, gegeven op 12 januari 1995;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 juni 1994;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort, gegeven op 27 maart 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en de Audiovisuele Sector;

Gelet op de na de beraadslaging van de Raad van de Franse Gemeenschap van 15 mei 1995 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « RTBF » : de « Radio-Télévision belge de la Communauté française »;

2° « Raad » : de Raad van Bestuur van de « RTBF »;

3° « ambtenaar » : ieder in vast verband benoemd personeelslid van de « RTBF ».

Art. 2. § 1 De hierna opgenomen directiebetrekkingen worden slechts voor een termijn van zes jaar toegewezen, met uitsluiting van elke aanstelling in vast verband :

Directeur van de Televisie;

Directeur van de Radio;

Directeur van de Informatie;

Directeur van de Sport;

Gewestelijk Directeur;

Hoofd van een Productiecentrum;

Hoofd van de Redactie van de Televisie;

Hoofd van de Redactie van de Radio;

Hoofddirecteur.

§ 2. Op gemotiveerde beslissing van de Raad kunnen andere directiebetrekkingen worden toegewezen voor eenzelfde termijn indien, rekening gehouden met de doelstellingen verbonden aan de functie en de locatie ervan in de structuren van de « RTBF », de Raad zijn vrijheid wenst te behouden erin enkel voor een bepaalde duur te voorzien.

Men mag slechts van dit recht gebruik maken wanneer het om betrekkingen gaat van ten minste rang 14.

Art. 3. Onverminderd de algemene of bijzondere voorwaarden inzake toelaatbaarheid die in het statuut worden bepaald, kunnen de ambtenaren voor een bepaalde tijd aangesteld worden indien zij :

1° ten minste twee jaar op een betrekking van rang 11 of 12 benoemd zijn op voorwaarde dat deze betrekking die voor een bepaalde tijd te begeben is een betrekking van rang 13 of 14 is;

2° ten minste drie jaar op een betrekking van rang 13 of 14 benoemd of aangesteld zijn op voorwaarde dat deze betrekking die voor een bepaalde tijd te begeben is een betrekking van rang 15 of 16 is.

Art. 4. Elke beslissing tot aanstelling wordt door de Raad genomen, onder de ambtenaren, nadat de betrekking vacant werd verklaard en na oproep tot de kandidaten, volgens de statutaire procedure toepasselijk op de benoemingen naar keuze van de bevoegde overheid.

Er kan evenwel op gemotiveerde beslissing van de Raad overgegaan worden tot een oproep tot externe kandidaten voor de betrekking van Directeur van de Radio en van Directeur van de Televisie.

In elk geval moet een selectieproef over het project van de kandidaten, waarvan de modaliteiten door de Raad bepaald worden, de aanstelling voorafgaan.

Art. 5. De ambtenaar wordt tijdens de duur van de aanstelling en voor de toepassing van elke statutaire bepaling, als benoemd beschouwd in de graad waarin hij werd aangesteld.

Hij aanvaardt alle dienstlasten en -bevoegdheden van deze graad en geniet de wedde en de voordelen die eraan verbonden zijn.

Art. 6. De ambtenaar ontvangt een premie tijdens de duur van de aanstelling.

Deze premie is tijdens de eerste drie jaar van de aanstelling gelijk aan tien percent van de wedde en de jaarlijkse vergoedingen verbonden aan de betrekking waarvoor hij is aangesteld, en aan vijftien percent tijdens de volgende drie jaar. Zij is gelijk aan twintig percent van het bedrag van wedde en vergoedingen wanneer de beambte voor een tweede termijn van zes jaar in dezelfde functie of in een functie van dezelfde rang wordt aangesteld.

De premie wordt maandelijks per twaalfde uitbetaald.

Art. 7. De aanstelling eindigt van rechtswege op de datum die daarvoor werd vastgesteld. De ambtenaar wordt er volledig van ontlast indien hij overeenkomstig artikel 4 niet werd aangesteld voor een nieuwe termijn van zes jaar.

De Administrateur-generaal mag, evenwel, naargelang van de eisen van de dienst, een aanstelling die beëindigd is voor ten hoogste drie maanden verlengen.

Art. 8. Op de voordracht van de Administrateur-generaal kan de Raad op elk ogenblik vóór de vervaldatum een einde stellen aan de aanstelling om dringende redenen in het belang van de dienst.

Wanneer deze redenen volledig of gedeeltelijk verband houden met de wijze waarop de ambtenaar de betrekking waarneemt, wordt betrokkene, nadat hij ingelicht werd over de in aanmerking genomen grieven, voorafgaand door de Administrateur-generaal gehoord en kan hij, indien hij het wenst, zijn schriftelijke opmerkingen laten geworden aan de Voorzitter van de Raad binnen een termijn van tien werkdagen te rekenen vanaf zijn verhoor door de Administrateur-generaal.

De ambtenaar kan zich laten bijstaan door iedere persoon naar keuze.

De Raad, waaraan de in lid 2 bedoelde opmerkingen van de ambtenaar desgevallend doorgestuurd worden, neemt zijn beslissing binnen een maand, te rekenen vanaf de datum van het doorsturen van het voorstel van de Administrateur-generaal.

Art. 9. De ambtenaar wiens aanstelling is geëindigd, wordt opnieuw aangesteld in een betrekking van de graad waarin hij werd benoemd.

Iedere ambtenaar die een betrekking van ten minste rang 14 tot het einde van de aanstelling heeft waargenomen, zonder vast benoemd titularis te zijn van de graad van Adviseur-Hoofd van Dienst of van een gelijkwaardige graad, wordt op het einde van de aanstelling evenwel door de Raad van bestuur van de « RTBF » in deze graad benoemd, zonder dat er daarom een overeenstemmende betrekking in het kader moet vrijstaan.

Art. 10. De ambtenaar, ontheven vóór de vervaldag of bij het verstrijken van een aanstelling en die geen nieuwe aanstelling bekomt, ontvangt opnieuw de bezoldiging die overeenstemt met de graad waarvan hij titularis in vast verband is.

Art. 11. De persoon die geen personeelslid van de « RTBF » is, aangesteld in toepassing van artikel 4, lid 2, wordt voor de duur van haar aanstelling benoemd tot de graad van Directeur van de Radio of Directeur van de Televisie en onderworpen aan de statutaire regels die van toepassing zijn op de ambtenaren van de « RTBF ».

Zij aanvaardt alle dienstlasten en bevoegdheden van deze graad en geniet de wedde en de voordelen die eraan verbonden zijn.

Bovendien zijn de artikelen 6, 7 en 8 op haar toepasselijk.

Ingeval de aanstelling tot haar einde komt en niet hernieuwd wordt, bestaat de arbeidsverhouding tussen de aangestelde persoon en de « RTBF » niet meer.

Art. 12. Komen in aanmerking voor de berekening van de vereiste anciënniteiten, in toepassing van artikel 3, de periodes waarin een ambtenaar zonder onderbreking en tot de inwerkingtreding van dit besluit een interim van hogere functies heeft verzekerd.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 14. Het lid van de Regering tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 mei 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en de Audiovisuele Sector,

Ph. MAHOUX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

[C - 27516]

F. 95 - 2606

11 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en ce qui concerne le boisement soumis à permis de bâtir

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte, notamment l'article 4, alinéa 3;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 41, § 1er, modifié par les décrets des 19 décembre 1984, 23 août 1985, 16 septembre 1985, 13 juillet 1991, 30 juillet 1992 et 9 décembre 1993, 50, modifié par le décret du 27 avril 1989, 193, remplacé par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 janvier 1985 et modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 novembre 1990, 210, remplacé par l'arrêté ministériel du 12 janvier 1988;

Vu le décret du 30 juillet 1992 portant modification de l'article 41 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports et du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Artikel 1. Un chapitre IV^{quater}, comprenant les articles 195/7 et 195/8 nouveaux et rédigé comme suit, est inséré dans le Titre 1er du Livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine :

« Chapitre IV^{quater} : du boisement subordonné à permis.

Art. 195/7. On entend par boiser au sens de l'article 41, § 1er, 2°, le fait de couvrir :

1° d'arbres un bien ou une partie d'un bien, non couvert d'arbres auparavant, situé dans une des zones visées aux articles 178 et 180.4.6.1;

2° d'essences forestières un bien ou une partie d'un bien, non couvert d'arbres auparavant, situé dans une des zones visées aux articles 176 et 171.1.2.2.

La notion d'essence forestière visée au présent article recouvre les plantations forestières telles que mentionnées à l'article 35bis du Code rural ainsi que les plantations de sapins de Noël.

L'alinéa 1er, 2°, ne s'applique pas :

- a) lorsque le bien constitue, en tout ou en partie, un jardin d'agrément attenant à une habitation;
- b) lorsqu'il s'agit de haies comprenant des haies basses taillées, des haies libres, des haies hautes taillées;
- c) lorsqu'il s'agit de bandes boisées d'une largeur inférieure ou égale à dix mètres mesurés entre les lignes extérieures.

Art. 195/8. Sans préjudice des délais visés aux articles 50 et suivants, l'avis de la Direction générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement, division de la Nature et des Forêts et de la Direction générale de l'Agriculture, pourra être demandé lors des procédures de délivrance de permis visées aux articles, 42, 42bis, 43 et 45 du présent Code.